

Deux mots à M. François Fillon

Posté le : 17 septembre 2012 15:29 | Posté par : Blog du cercle des économistes e-toile
Catégorie: Crise systémique, Attitudes, Histoire économique récente, Economie et politique

L'avantage d'une vraie campagne pour la direction d'un parti est qu'elle force les candidats à traiter des grandes questions du moment. Nous devrions préciser : d'un parti d'opposition, car on voit bien que dans le camp socialiste, l'avenir de M. Désir a été réglé entre grands Mamamouchis loin de tout débat d'idées. Il est vrai que les "désirs d'avenir" socialistes avaient été satisfaits lors de l'élection présidentielle. Enfin, certains.

M. Fillon donne donc dans le Figaro du 17 septembre un intéressant aperçu sur ce qu'il faut faire de l'Europe sous le titre "Dépasser le compromis de Maastricht". L'exercice est d'autant plus difficile qu'il fut un séguiniste anti-maastrichtien et qu'il dut subir comme Premier Ministre les difficultés liées à la mauvaise organisation de la zone Euro.

Au milieu d'intéressants développements, elle contient pas mal d'approximations qui méritent d'être relevées.

* "C'est pour s'en libérer [[de la pression lancinante de l'inflation et des crises monétaires NDLR]] que les dirigeants de l'époque proposèrent aux peuples européens d'unir leurs destins en se donnant une monnaie commune".

- L'UEM a défini par un accord en 1969 ! Bien avant l'éclatement du système de Bretton-Woods !

- Le traité de Maastricht n'a pas proposé une monnaie commune mais une monnaie unique. C'est très différent et largement une des sources des difficultés.

- Chaque peuple n'a pas plusieurs destins ; cette faute d'orthographe est espérons involontaire : le communautarisme est un problème pas une solution.

"Faute d'une vision partagée de l'avenir... ils ne purent bâtir les institutions pourtant indispensables".

- Les européistes, Mitterrand en tête, décidèrent de mettre comme d'habitude la charrue devant les bœufs en sachant pertinemment que les désordres consécutifs forceraient à une marche en avant institutionnelle supplémentaire. Il y a eu calcul pas désaccord. Les "institutions pourtant indispensables" n'ont jamais été évoquées à cette époque.

- L'Euro était nécessairement "une vision partagée de l'avenir". Sinon quoi ? Malheureusement tous les débats sur cet avenir ont été impossibles. Les européens découvriront les défauts sur le tas, pas dans les prévisions de leurs hommes politiques même si certaines voix s'étaient fait clairement entendre... dont celle de Seguin (voir son discours sur ce blog), mais plutôt orientées sur la question de l'indépendance nationale et de la souveraineté pas sur l'organisation heureuse d'une zone de monnaie unique. Toutes les autres ont été marginalisées ou ignorées dans le débat médiatique.

* "Protégés par leur monnaie unique, nombreux ont été les Etats et la France en fit malheureusement partie, qui pouvaient sans risque laisser filer leurs déficits et creuser leurs dettes".

- Il est clair que la France sans Euro aurait du dévaluer sa monnaie dès que les effets des 35 heures sur sa compétitivité se seraient révélés patents.

- Le choix a été fait par Chirac et... Sarkozy qui Ministre des Finances n'a pas cessé de moquer les contraintes budgétaires de Maastricht et de plaider pour... les subprimes à la française, avant d'être

rattrapé par la crise.

- Parlons donc de "l'illusion de l'aspect protecteur de l'Euro", mais rappelons que tous les pays occidentaux ont depuis 1971 vu leur endettement global qui avait décrié de 1945 à 71 jusqu'à passer en dessous de 200% du PIB repasser cette borne puis les 250, 300, 350% etc. L'Euro n'est qu'une cause très indirecte de l'endettement européen. L'endettement se fera d'ailleurs en monnaie étrangère avec les conséquences que l'on sait. Et la tentation dépensière des politiques n'a jamais faibli non plus que la pertinence des Lois de Parkinson et l'impudence des administrations.

* Il faut "plus de nation" et "plus d'Europe".

Parfait oxymore. Il faut dire que José Manuel Barroso qui est Commissaire européen et qui signe en dessous de l'article de Fillon dans la même livraison du Figaro se révèle également un excellent spécialiste du genre avec son titre : "Vers une fédération d'Etats-nations". Vive la supra nationalité nationaliste !

* Il faut "s'assurer que les politiques budgétaires de chaque Etat et la politique monétaire européenne marchent enfin d'un même pas".

- Il n'y a plus de politique monétaire nationale mais il n'y a pas non plus de politique monétaire européenne. On ne connaît qu'une seule politique : celle de la BCE dont l'objectif unique est de maintenir l'inflation en dessous de 2% et qui est indépendante. **Avant de songer à synchroniser il faudrait d'abord faire exister**. Où donc se définit et se pilote une politique monétaire européenne et avec quels objectifs ? A demander à M. Juncker, Président, pendant la période, de l'Euro-groupe. S'il veut bien car il a le sommeil discret, discret, discret.

- Au cas où on trouverait le moyen de mettre en œuvre une politique monétaire (les changes en font partie selon la théorie sauf qu'en pratique ils flottent sous la pression tout aussi théorique des "marchés" tant les interventions des Etats non européens sont flagrantes), pourquoi y associer la seule politique budgétaire ? Les 35 heures ont eu autant d'impact sur l'effondrement des parts de marché mondiales de la France que son seul budget même si celui-ci a été impacté par la mesure. C'est toute la politique, le "policy mix" comme on dit à Bruxelles qui est concerné et tous les fédéralistes le savent bien.

- Fillon a expérimenté l'impuissance du premier Ministre qui ne dispose plus d'aucun levier sur la finance, le change et la monnaie. Qu'on veuille pardonner cette expression un peu outrée mais dans l'affaire c'est l'histoire d'un cul de jatte qui voudrait donner des jambes à un zombi.

* Cette Europe politique se confond avec le patriotisme éclairé que j'appelle de mes vœux"

- Hollande en appelle au patriotisme pour faire passer son coup de massue fiscale

- Fillon en appelle au patriotisme pour faire passer un abandon définitif de toute souveraineté. Le Président et son gouvernement n'auront plus aucun levier sur la monnaie, le budget, les changes, et ..le reste. Car une grosse partie des textes qui nous régissent sont écrits à Bruxelles. On sait que l'empilement des pages dépasse désormais le million

En général quand on ajoute des adjectifs à un nom c'est pour lui faire changer de sens ; exemple : démocratie populaire.

Cela dit, retenons que François Fillon reconnaît qu'on ne peut avancer sans détruire une partie de ce qui existe en Europe, en gros le système de la Commission peuplée d'européistes nommés qui n'en font qu'à leur tête, puisqu'ils ont le monopole de l'initiative des lois. Il faut pour construire une politique européenne mise en commun **inventer de nouvelles institutions européennes et modifier celles qui existent**. Le déficit démocratique de l'Union Européenne est aussi intolérable que

l'inexistence d'une gouvernance de la zone de monnaie unique. Sur ce constat là, s'il était précisé, nous serions pleinement d'accord.

J.M. Barroso, à l'article du dessous de celui de F Fillon, parle, lui, d'une coopération "véritable" entre le Parlement européen (avec majuscule) et les parlements nationaux (sans majuscule). C'est trop peu. Nous avons été beaucoup plus loin lors du débat sur la pseudo constitution européenne, suggérant soit que le parlement européen soit flanqué d'un Sénat constitué de représentants des parlements nationaux, (l'idée de Maurice Allais), soit que les députés européens soient une émanation de chaque parlement national. Il faut également introduire la subsidiarité non pas sur les nouvelles mises en commun mais aussi sur le passé et supprimer le monopole d'initiative de la Commission.

L'Euro, Schengen, l'extension excessive et trop rapide de la surface de l'Union Européenne ont été des actes d'Hubris et non pas de rationalité. Ne créons pas trop vite de nouvelles institutions sans réelles discussions sur la réorganisation des anciennes.

Les difficultés que F. Fillon a rencontré à la tête du pays n'ont pas pour cause principale l'Europe mais le système absurde et destructeur des changes flottants. Il n'en dit pas un mot.

Il est vrai que la stature présidentielle exige que l'on se taise sur les changes flottants et qu'on adhère au projet européen. Ce qui est navrant.

Nous n'avons pas besoin de postures mais d'idées justes. Surtout à la tête d'un parti d'opposition qui aura à reprendre un pays ravagé par la crise et les "mesures symboliques" du démagogue qui dirige actuellement la France.

Cher François Fillon, le travail reste encore à faire. Oublier les opérations-images pour privilégier le débat de fond est un préalable à toute candidature présidentielle en 1917. Et cela évitera que M. Balladur trouve la campagne "terne".

Nous ne prenons naturellement pas parti pour M. Copé en le disant. Ce spécialiste averti de la langue de bois n'a encore rien dit sur rien, sinon sur la Burka et sur l'ampleur de son ambition politique. En matière d'opérations-image, ce n'est pas un débutant. Et comme apparatchick c'est un maître : le verrouillage du fichier des membres de l'UMP en est le plus parfait témoignage.

Nous espérons qu'il fera également un peu mieux. Une prise de position détaillée sur l'Euro et son avenir ne serait pas de trop. On serait ravi de la commenter.